

EN GRÈVE DEPUIS PRÈS DE TROIS MOIS

La police intervient pour rouvrir la laiterie de Draâ Ben Khedda

La tension était grande, hier, à Draâ Ben Khedda, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Tizi-Ouzou, où depuis le mois d'octobre dernier, l'attention est résolument tournée vers la laiterie Le Tassili, secouée par une grève qui est en train de boucler allègrement son troisième mois.

Eu égard à la tournure prise par le conflit, puisque même les décisions de justice n'ont pu y mettre fin, il fallait s'attendre à voir la force publique un jour ou l'autre débarquer afin de déloger les travailleurs ayant décidé d'occuper les lieux, et ce, malgré les mises en demeure de la direction de l'entreprise, et une décision du tribunal de Tizi-Ouzou rendue en sa faveur au détriment des travailleurs qui ont entamé leur mouvement pour, entre autres revendications majeures, la renationalisation de la laiterie, privatisée en 2008. Une revendication qui, soit dit en passant, est jugée «aberrante» par plus d'un. Hier, il a donc fallu recourir à la police pour déloger les grévistes auxquels se sont joints des jeunes des quartiers environnants, et ce, pour permettre aux travailleurs ne se sentant plus concernés par la grève de reprendre désormais leurs postes.

On rappellera que ni les appels à la sagesse émanant de l'UGTA, qui avait décelé une «récupération» du mouvement de grève par des parties fort intéressées, ni les tentatives de médiation du président de l'APW n'avaient réussi à faire revenir les travailleurs à la raison. Des interventions initiées du fait que progressivement, comme on pouvait s'y attendre, une crise du lait sévissait dans l'ensemble de la wilaya de Tizi-Ouzou, bien que d'autres entreprises tentent depuis le début du conflit d'assurer les besoins en produits laitiers. Avec une production quotidienne de 300 000 litres, couvrant un fort pourcentage de la demande des wilayas de Tizi-Ouzou, Bouïra, Boumerdès et une partie de Béjaïa, la laiterie de Draâ Ben Khedda est le leader incontesté sur le très prospère marché du lait et ses dérivés.

M. Azedine

Précisions de la section ordinale régionale de Sétif du CNOP

La Direction de la santé et de la population de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj a répondu à notre insertion du 15/12/2011.

Aussi nous souhaiterions préciser quatre points :

1- Nous persistons et nous signons, Mme la Directrice de la santé et de la population de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj a violé la lettre et l'esprit de la réglementation en matière d'installation et transfert de pharmacies.

2- Le Conseil de l'ordre n'a été destinataire d'aucune invitation à une séance de concertation.

3- Il n'est, en effet, pas nécessaire de nous rappeler que la tutelle de la Direction de la santé et de la population est Monsieur le Ministre de la Santé et Monsieur le Wali de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj. Quant à nous, nous en avons appelé à Monsieur le Président de la République garant de l'application des lois.

4- Nous ne sommes ni «tuteur» ni «censeur autoproclamé», nous sommes responsable d'une institution qui est en charge de la gestion d'un service public et nous assumons notre mission en toute responsabilité n'en déplaise à M^{me} la Directrice de la santé.

Le président, Nabil Trabelsi

LE PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DES PHARMACIENS AU SUJET DU RETARD DANS LA MISE EN PLACE DE L'AGENCE NATIONALE DU MÉDICAMENT

«Des ministres y voient un empiètement sur leurs prérogatives»

Farid Benhamdine est le président de la Société algérienne des pharmaciens (SAP), et son nom revient avec insistance dans les milieux pharmaceutiques pour prendre les destinées de l'Agence nationale du médicament qui peine, jusque-là, à être mise en place. Il a longuement disserté, hier, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne, justement sur l'utilité de cette agence dans la régulation du marché du médicament. C'est même la panacée à ses yeux.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Selon Farid Benhamdine, la Commission nationale consultative du médicament et des produits pharmaceutiques est, comme son l'indique, «consultative» et n'a aucun pouvoir de décision pour régler quoique ce soit. «C'est bien de s'offrir un tel cadre de concertation, de dialogue. C'est un cadre qui nous manquait, c'est vrai, mais j'espère que ça ne va pas durer longtemps. Parce que ce sont toujours les autorités qui décideront», souligne-t-il. Ainsi, il s'est interrogé sur les causes ayant retardé la mise

en place de l'Agence nationale du médicament, instaurée par la loi 08-13 du 20 juillet 2008. Cela fait maintenant trois années et demie et elle n'a toujours pas vu le jour. Il affirmera que ce retard résulte plutôt d'une «volonté délibérée». «C'est qu'il n'y a aucun lien hiérarchique entre le ministre de la Santé et l'Agence, qui est indépendante dans sa gestion, assurée par un conseil d'administration où sont représentés plusieurs ministères : la Santé, la Sécurité sociale, les Finances, le Commerce, les Affaires étrangères... — le domaine

du médicament est plurisectoriel —, et son directeur est un haut fonctionnaire de l'Etat nommé par le président de la République et disposant donc d'un pouvoir de décision. Or, les ministres pensent qu'elle va empiéter sur leurs prérogatives», avance-t-il. Et d'asséner : «C'est la solution pour finir avec ces pénuries récurrentes de médicament. Un ministre est de passage, mais la politique de santé doit être pérenne. Nos ministres se croient les seuls à détenir la vérité mais la vérité doit être partagée. Trois années et demie après son instauration par la loi, il n'y a même pas un chef de projet pour préparer sa mise en place de cette agence.»

«Il ne faut pas diaboliser les laboratoires pharmaceutiques»

Dans le même sillage, Farid Benhamdine, tout en

exhortant à la promulgation des textes réglementaires, mettant en place l'Agence nationale du médicament, a recommandé de «profiter de la copie revue et corrigée de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSPS)».

«L'Agence française a peut-être des travers à cause de l'affaire du Médiateur (un antidiabétique mis sur le marché par le laboratoire Servier en 1976 et n'a été retiré du marché qu'en 2009 malgré les alertes sur ses effets au tout début des années 90, alors qu'il a été retiré du marché bien avant par la plupart des pays développés, ndlr).

Mais ça va nous servir d'exemple pour éviter leurs erreurs», a-t-il suggéré. «Votre nom revient avec insistance depuis un moment pour que vous prenez la direction de l'Agence algérienne», lui dira l'animatrice.

Et à Farid Benhamdine de répliquer : «L'Agence n'a pas besoin d'un pharmacien ou d'un médecin mais d'un gestionnaire, d'un manager qui sait mener des équipes.»

Le président de la SAP (à ne pas confondre avec le SAP, Syndicat algérien des paramédicaux) a, par ailleurs, pris la défense des opérateurs algériens en pharmacie, qui sont dans le collimateur du ministère de la Santé à cause de pratiques frauduleuses relevées au bout d'une enquête interne menée pour déterminer les responsabilités dans la pénurie encore perceptible du médicament. «Il y a des brebis galeuses, certes, mais pas 38 opérateurs. Il faut les aider à produire, à faire de la recherche et non les diaboliser. Nous avons plutôt besoin d'une politique de santé claire, affichée et surtout appliquée», dira-t-il.

L. H.

AYANT REVENDIQUÉ LE RENOUVELLEMENT DE LA SECTION SYNDICALE DE L'ENTREPRISE

Cinq travailleurs de la Reelec «abusivement» licenciés

Pour avoir revendiqué le renouvellement de la section syndicale de l'entreprise, cinq employés de l'Entreprise de réalisations électriques (Reelec) — une entité publique du portefeuille géré par la SGP Cabileq — ont été tout simplement licenciés. L'un d'eux avait déjà déposé son dossier de retraite au mois d'octobre dernier, et au lieu de recevoir sa «notification», il reçoit une lettre de licenciement. «C'était pour casser le mouvement des travailleurs de l'entreprise», soulignent ces travailleurs qui se sont rapprochés hier de notre rédaction.

Il s'agit de Khaled Younsi, chef du département comptabilité, M'hamad Moumen, Kamel Haddad, lequel a déposé sa demande de retraite en octobre, Boualem Ouarem et Radouane Moudjari. A l'exception du jeune comptable (5 ans de service), les autres ont passé entre 30 et 33 ans au sein de l'entreprise. Dans les lettres de licenciement, le signataire, plutôt le directeur des réalisations, Messaoud Boulkadid, 69 ans, retraité de Ediel et ramené dans les bagages du P-dg Khaled Lezzar, parce qu'il était intérimaire au moment des faits, ce dernier étant allé effectuer un pèlerinage à La Mecque, précise les motifs : «Abandon de poste et initiateur d'un arrêt collectif et concerté de travail en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur». Les travailleurs licenciés crient, néanmoins, au «licenciement abusif.»

Documents à l'appui, ils nous ont d'abord montré qu'ils ne se sont pas absentés pour une durée qui justifie cette déclaration d'abandon de poste. «Nous nous sommes absentés le 13 novembre 2011 de 8h à 12h. Nous avons pris part à un rassemblement à l'intérieur de l'entreprise, devant le bâtiment administratif, avec des dizaines d'autres travailleurs, justement pour demander la sanction des éléments ayant causé des troubles lors des deux assemblées générales

que nous avons prévu de tenir en octobre pour désigner une commission électorale en vue de renouveler le bureau du syndicat. Ces éléments, des agents de sécurité membres du bureau sortant, et avec la bénédiction de l'administration, ont saboté ces assemblées en empêchant le SG de l'Union de la wilaya d'Alger de l'UGTA, venu superviser les travaux», avance le chef du département comptabilité. Et d'ajouter : «C'est vrai que j'affiche mon soutien au mouvement, mais je n'étais pas dans le rassemblement.»

Les collecteurs des produits de l'artisanat se sont réunis, hier, à Alger. Ils se concertent pour tracer un plan stratégique du secteur à l'horizon 2020.

Les artisans sont exposés à de nombreux obstacles dans leur activité. Absence d'une politique de promotion, de stratégies d'intervention bien établies, rupture de circuits d'approvisionnement, manque de disponibilité de matières premières, problème d'écoulement des produits et absence d'une stratégie claire pour le développement et la commercialisation des produits de l'artisanat. Afin de faire le point et établir un état des lieux sur la situation, la Chambre nationale de l'artisanat a regroupé à l'occasion d'une journée d'étude les différents intervenants dans le secteur de l'artisanat. Une occasion pour échanger des expériences et établir des recommandations pour améliorer la qualité et la commercialisation des produits de l'artisanat, selon le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, M. Smaïl Mimoune «l'Etat veille à la mise en place de moyens nécessaires pour le développement du secteur à travers notamment la mise à niveau et l'accompagnement des intervenants». Le secteur de l'artisanat qui a réalisé un chiffre d'affaires de 150 millions de

Ils sont revenus, ensuite, sur les conditions dans lesquelles ils ont été informés de leur licenciement, signé le 17 novembre, soit quatre jours après le sit-in. «La deuxième mise en demeure me sommant de regagner mon poste m'est parvenue par courrier une semaine après la lettre de licenciement.

Le hic est que pendant tout ce temps, nous travaillions régulièrement. Jusqu'à ce qu'ils nous aient signifié, par le biais des agents de sécurité, que nous sommes interdits d'accès à

l'entreprise parce que nous sommes licenciés», s'offusque M'hamad Moumen. «Moi je n'ai reçu aucune mise en demeure», renchérit Kamel Haddad, lui qui s'attendait à la notification de sa retraite. Et de conclure : «L'administration s'arrangeait avec le bureau syndical gelé en juin dernier parce qu'il est docile. Et ils nous ont ciblé pour faire l'exemple. Ils craignent que des élections portent une composante qui risque de les déranger.»

R. N.

COLLECTEURS DES PRODUITS DE L'ARTISANAT Concertation autour d'une stratégie pour le secteur

dinars en 2011 a consacré une enveloppe de 4 millions de dinars pour la filière de la collecte des produits de l'artisanat. Le défi du secteur, selon Smaïl Mimoune consiste à améliorer le produit artisanal à travers notamment la modernisation des techniques de production et l'adoption de nouvelles méthodes afin de mieux répondre aux besoins du marché. Il a appelé à cette occasion à l'élaboration d'une étude sur les collecteurs de

matières premières afin de réduire la dépendance à l'importation ainsi que la création d'espaces de commercialisation des produits artisanaux à travers le territoire national et international. A l'occasion, cette rencontre servira à collecter des informations pour la construction d'un annuaire et un guide de procédures pour la commercialisation des produits de l'artisanat.

S. A.

COMMUNICATION PUBLICITAIRE

La publicité à l'honneur des 6^{es} Journées euromaghrébines

Les 6^{es} Journées euromaghrébines de la communication publicitaire qui se tiendront les 23 et 24 avril prochain à Alger au Sofitel sous le patronage du ministre de la Communication porteront très certainement un cachet exceptionnel au regard de l'actualité qui vise à donner une autre visibilité à la communication publicitaire dans notre pays.

Les organisateurs RH.International Communication annoncent la confirmation de la présence d'éminentes personnalités maghrébines et européennes à cette édition qui aborderont le fonctionnement de la régulation du marché de la publicité, comment réussir la relation annonceurs-agences et médias et comment protéger les consommateurs et les annonceurs des pratiques déloyales.

Une manifestation qui contribuera à décortiquer les sujets qui bousculent la publicité et à comprendre l'impact continu de la télévision par câble, le marketing direct, l'internet et l'industrie de la publicité et notamment les dernières stratégies pour s'adapter au nouvel environnement.